Kenya : les Ogiek sont persécutés et expulsés de leur foyer, la forêt Mau

Environ 2 000 membres de la communauté Ogiek de la région d'Enoosupukia, dans le district de Narok, ont reçu l'ordre de quitter la zone et ont été prévenus que « toute personne que l'on trouvera à l'intérieur du territoire sera expulsée ou arrêtée ». Au milieu des désaccords internes de la coalition qui gouverne le Kenya, le ministre du territoire et du logement a annulé tous les titres de propriété délivrés dans la forêt Mau, apparemment décidé à expulser les plus de 100 000 personnes qui l'habitent.

Le plan d'expulsion survient au milieu d'une situation complexe. En 2001, le gouvernement Kanu avait déclassé de grandes étendues de terre et, dans sa hâte de distribuer les champs, n'avait pas pris soin de déclasser les forêts et de légaliser leur distribution ; ainsi, la présente Coalition nationale a eu tout loisir de justifier les expulsions.

Cette mesure est perçue en général comme une manière de décourager les Ogiek, qui ont vécu là pendant des siècles. Les familles affectées se sont retrouvées sans toit ; elles sont absolument démunies et campent dans une église locale.

Les Ogiek signalent que « le parlement kényan, qui a favorisé et permis, et permet encore, que la terre, les forêts et la paix des Ogiek soient déchirées, ne compte pas un seul Ogiek ! »

« Il y a de fortes tensions, la situation des Ogiek empirant de jour en jour du fait que les familles affectées ne peuvent même pas obtenir de l'eau à l'extérieur de l'église et que, pendant ce temps, la démolition et l'incendie des maisons se poursuit », a dit Kimaiyo Towett, coordinateur national du Conseil pour le bien-être des Ogiek. D'autres sources locales ont signalé que les familles concernées, qui n'ont pas de place où aller, risquent de mourir d'inanition, puisque toutes leurs récoltes et leurs effets personnels ont été détruits.

Les Ogiek ont été victimes d'expulsions, de persécutions, d'intimidations, de menaces de mort et même de meurtres. M. Willa, un de leurs anciens, a été assassiné dans son foyer à Mariashoni, peu après que les Ogiek ont complété l'instruction civique, qui a culminé par la « Position des Ogiek dans le processus de révision de la constitution ». Un enregistrement vidéo le montre en train de demander au gouvernement de protéger les droits des Ogiek et de leur rendre leurs terres. C'était sa dernière déclaration. La police n'a pas pris de mesures ni mené d'enquête. À présent, le Conseil pour le bien-être des Ogiek craint pour la vie de M. J.K. Towett, son président, et coprésident de l'Assemblée nationale des peuples Ogiek (OPNA), qui a reçu des menaces de mort de personnes inconnues de lui à son téléphone portable. Cette situation continue depuis le début de l'année, et elle s'est aggravée lorsque Towett a déposé une plainte contre le gouvernement du Kenya auprès du Haut Tribunal de Nakuru, dans le but de sauvegarder et de protéger les terres des Ogiek.

Les Ogiek dénoncent que « les problèmes environnementaux sont stimulés par les assistants pseudo-verts du complexe militaire-industriel, qui luttent surtout pour les ressources hydriques, le bois et les terres à obtenir pour le thé ou pour des escroqueries de puits de carbone, trompant même les organisations de droits humains, tout comme les politiciens sans scrupules utilisent les squatters et

les colons comme leurs soldats, leurs porte-drapeau ou leurs électeurs et leurs envahisseurs de terres. Il s'agit d'une guérilla directement incitée par le gouvernement contre les Ogiek, avec l'approbation internationale ».

« Le WWF, l'ONU, les entreprises agricoles privées locales et étrangères, ainsi que d'autres telles que les compagnies d'eau internationales, et même le gouvernement de la Tanzanie, ont poussé le parlement kényan à entreprendre l'expulsion insensée des gens des forêts, sans prendre en considération la grave situation des habitants aborigènes, les Ogiek, qui ont gardé la forêt Mau de façon traditionnelle pendant beaucoup de siècles et qui ont été ses meilleurs conservateurs », disent les Ogiek.

Article fondé sur des informations tirées de : "Kenyan ministers' row over 'grabbed' forest land deepens divisions in Narc", http://www.ogiek.org/news/news-post-05-04-2.htm, "Death Threats Against Ogiek Leader Joseph K. Towett", http://www.ogiek.org/news/news-post-05-04-1.htm#05.04.2005, envoyé par Ecoterra International, adresse électronique : MailHub@ecoterra.net